

aujourd'hui, et qui dit que le Canada se classe à l'avant-dernier rang des 17 pays développés qui tentent de conserver leur énergie et d'en trouver des sources nouvelles. C'est exactement ce que le programme énergétique du gouvernement Clark visait à corriger.

● (1540)

Aujourd'hui, on ne semble plus aussi pressé d'exploiter les sables bitumineux et les gisements des régions inexploitées, de trouver de nouvelles formes d'énergie, de construire des pipelines là où il n'y en a pas, d'encourager l'utilisation d'autre forme d'énergie et, ce qui est encore plus important, de vraiment insister sur la nécessité d'économiser l'énergie. Lorsque nous étions au pouvoir, nous savions que le Canada avait la possibilité d'atteindre l'autosuffisance en matière énergétique et c'est ce que nous avons entrepris d'accomplir.

Notre objectif d'autosuffisance était 1990, date à laquelle l'Agence internationale de l'énergie prévoit une pénurie globale de pétrole équivalant à huit millions de barils par jour. Le gouvernement conservateur s'était engagé à faire en sorte que le Canada ne soit pas victime de cette pénurie, ni des prix qu'elle ne manquera pas d'imposer, ni de l'insécurité dans les approvisionnements que nous connaîtrions et certainement pas non plus de la manipulation de notre politique étrangère que cette situation entraînerait.

Le gouvernement libéral, ne s'étant pas préoccupé de la question depuis sept ans, n'ayant pas senti la nécessité de se préparer à affronter la crise internationale du pétrole, n'ayant pas jugé nécessaire d'établir une politique énergétique globale pour le Canada, est une fois de plus réduit à tenter de convaincre la politique canadienne que la question du pétrole n'est qu'une querelle interne créée de toutes pièces à des fins partisans.

Ce faisant, le gouvernement prive notre politique étrangère de la souplesse qu'elle pourrait avoir et lui enlève toute crédibilité. Vous n'avez qu'à demander aux pays qui ont participé au Sommet de Venise. Nous sommes de plus en plus vulnérables dans cette bataille générale pour le pétrole et ainsi l'indépendance à laquelle nous avons le droit d'aspirer et que nous procurerait l'autosuffisance énergétique nous est refusée.

Des voix: Bravo!

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, c'est un honneur pour moi de participer au débat, surtout de prendre la parole après des parlementaires aussi distingués que l'ancien secrétaire d'État aux Affaires extérieures, la représentante de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) et juste avant notre «charmant» ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde). C'est vraiment tout un honneur pour moi d'être en si bonne compagnie et je vais tenter de me montrer à la hauteur de la tâche.

Je sais que ni l'ancien ministre ni le ministre actuel ne s'étonneront que je ne sois pas d'accord avec eux. J'ai constaté une certaine ironie dans le discours de la représentante de Kingston et les Îles, surtout quand elle a rappelé qu'une nouvelle politique étrangère s'imposait pour répondre aux réalités internationales, à la situation du pétrole toujours fluctuante et à l'instabilité du monde en général. Je ne suis pas d'accord avec cela. Je doute que nous ayons besoin d'une nouvelle politique étrangère mais nous avons sûrement besoin d'une nouvelle politique nationale. Pendant que j'écoutais la représentante, je songeais que le Canada était sûrement l'un

L'énergie

des pays les plus heureux du monde, car si nous l'avions voulu, notre indépendance énergétique serait déjà assurée.

Une voix: C'est ce qu'elle a dit.

M. Waddell: Les honorables députés voudraient-ils écouter un instant. Si nous réussissons à nous suffire, nous pourrions dans une large mesure nous mettre à l'abri des dures réalités du monde d'aujourd'hui.

Je viens tout juste de terminer la lecture d'un ouvrage que bien d'autres Canadiens ont lu, j'en suis certain. C'est le volume d'Anthony Sampson intitulé *The Seven Sisters*. L'auteur relate l'histoire du pétrole, surtout l'histoire des sociétés pétrolières. Je vais vous lire le dernier paragraphe qui touche de très près au sujet du débat d'aujourd'hui. Dans une note ajoutée à son manuscrit tout de suite après la crise de 1979, Sampson affirme ceci:

La difficulté de contrôler les sociétés n'est qu'un aspect d'un problème plus vaste, celui de l'autodiscipline nationale et de l'austérité. Les puissances occidentales peuvent bien désigner l'OPEP comme bouc émissaire et reprocher aux pays du Moyen-Orient de ne pas vouloir augmenter leur production. Mais l'appétit insatiable de l'Ouest rend extrêmement difficile pour ces pays, surtout l'Arabie Saoudite, d'élaborer une politique intérieure et extérieure cohérente; et le seul vrai moyen d'éviter une autre crise du pétrole ne consiste pas à accroître la production du Moyen-Orient mais à économiser l'énergie dans l'Ouest. La seule leçon que nous pourrions retirer de la crise serait celle-ci: l'ennemi, c'est nous.

Aujourd'hui, je tenterai de démontrer comment les Canadiens pourraient devenir autonomes et ce faisant, je devrai m'écarter de la position des deux autres partis.

Je suis d'accord avec la deuxième partie de la motion présentée par la représentante de Kingston et les Îles à savoir que l'actuel gouvernement libéral n'a pas réussi à concevoir un programme énergétique détaillé et complet. Mais à part cela qu'y a-t-il de neuf? Malgré toutes les années au pouvoir, ils n'ont toujours pas de programme d'énergie et je doute qu'ils n'en aient jamais. Le ministre a bien essayé de nous en présenter un, mais son programme est cousu d'incohérences.

Nos réalisations jusqu'ici au chapitre de la réglementation et de l'exploitation des ressources au Canada sont indignes de notre nation. Il y a eu un vide en matière de politique publique. Il ne faut pas en imputer la faute à la situation mondiale et nous devrions plutôt étudier l'ennemi qui est ici.

Il n'y a pas longtemps, on nous annonçait que nous étions riches en énergie inutilisée et que le plus grand problème pour nous consistait à trouver preneur pour ces surplus. Aujourd'hui, on nous annonce des pénuries à l'horizon et à moins de payer cher pour ces gigantesques et merveilleux projets, ils ne démarreront jamais et nous nous retrouverons sans pétrole. Nous semblons être condamnés à un cycle perpétuel de pénuries et de propriété étrangère, mais je ne vois de surplus nulle part.

Les gouvernements canadiens, me semble-t-il, agissent comme s'ils étaient des sociétés pétrolières d'appartenance étrangère. Nous avons permis que nos futures réserves d'énergie—non pas le pétrole que nous utilisons et distribuons avec largesse, mais bien les sables bitumineux, les réserves de delta du Mackenzie et du Grand Arctique, les dépôts d'uranium et de charbon—tombent entre les mains des mêmes sociétés qui contrôlent toutes nos ressources classiques actuelles. Nous avons vendu tout notre pétrole et le ministre et ses collègues s'apprentent à en faire autant pour le gaz naturel en «pré-construisant» le gazoduc de l'Alaska.

Nous nous souvenons tous de la prétention de l'industrie, en 1972, à laquelle avait fait écho le ministre de l'époque, l'hono-